

L'économie de Robin des Bois inversée

Le transfert net de ressources financières vers les pays en développement, secrétaire général des Nations-Unies, à l'Assemblée générale de 2002. En d'autres termes, l'argent est retiré aux pauvres pour être donné aux riches. L'économie mondiale opère à l'inverse de Robin des Bois.

Le transfert net d'argent est le résultat final de nombreux facteurs. L'aide, par exemple, est un transfert positif des pays développés aux nations pauvres, mais le remboursement de la dette est un transfert négatif. L'aide a décliné. La promesse d'annulation de la dette faite par les dirigeants des sept pays les plus puissants de la terre (qui se trouvent également être les plus grands créanciers) est mise en œuvre trop lentement et trop timidement pour que ses effets soient perçus. L'investissement est un transfert positif de ressources lorsque des entreprises étrangères apportent des capitaux pour démarrer des opérations dans un pays, mais il a un poids négatif dans le compte final si les bénéficiaires ne sont pas réinvestis dans le pays mais en sortent. Une balance commerciale négative (lorsque le pays achète à l'étranger davantage qu'il n'exporte) ajoute aux sorties d'argent. En raison de la baisse des prix des produits de base et de la hausse des coûts des articles manufacturés, les pays en développement, même quand ils exportent davantage, gagnent moins. Les fonds que les migrants travaillant à l'étranger envoient à leurs familles sont un apport substantiel pour celles-ci, et contribuent à la balance des paiements de leurs pays d'origine, mais la fuite de capitaux érode ces comptes. La fuite des capitaux provient fréquemment de l'argent de la corruption déposé dans les paradis fiscaux étrangers, mais il provient également de l'épargne intérieure légitime transférée à l'étranger dans la recherche de sécurité contre des crises financières potentielles, qui à leur tour sont fréquemment provoquées ou exacerbées par les capitaux spéculatifs (« investissement de portefeuille ») attirés par le profit à court terme et non par le bien-être public.

L'argent qui provient des pays en développement et qui se retrouve dans le Nord ne sort pas de la poche des pauvres et des travailleurs. Ceux-ci n'ont pas d'épargne à transférer à l'étranger ; ils achètent peu d'articles de luxe importés ; ils ne dépensent pas d'argent à l'étranger comme touristes. Cet argent vient des chambres fortes des gouvernements, sous forme de remboursements de la dette, et des poches de l'élite. Mais les gouvernements doivent joindre les deux bouts, et compensent leurs déficits fiscaux en réduisant les services essentiels et en collectant des impôts. Et l'épargne perdue ou transférée à l'étranger par les riches représente, pour le pays, une perte d'investissements qui auraient généré des emplois et des impôts. Les pauvres et les vulnérables sont, en fin de compte, les plus touchés.

Inventaire des promesses non tenues

Après la chute du Mur de Berlin, en 1989 et, à sa suite, la fin de la Guerre froide, une série de conférences et de sommets majeurs¹ ont tracé un modèle pour une nouvelle

¹ Sommet des enfants, à New York, 1990 ; Sommet de la terre à Rio de Janeiro, 1992 ; Conférence internationale sur la population et le développement, le Caire, 1994 ; Conférence mondiale sur les droits humains, Vienne, 1993 ; Conférence mondiale sur le développement durable des petits Etats en développement insulaires, Barbade, 1994 ; Sommet mondial pour le développement social, Copenhague, 1995 ; Quatrième Conférence mondiale sur les femmes, Beijing, 1995 ; Seconde Conférence nationale des Nations-Unies sur les établissements humains (Habitat II), Istanbul, 1996 ; Sommet mondial sur l'alimentation, Rome, 1996 ;

ère où « les dividendes de la paix » devaient enfin rendre possible la vieille ambition de nourrir, d'éduquer et de prendre en charge la santé de tous les enfants de la planète. Dans le même temps, le concept traditionnel de « développement » (antérieurement perçu uniquement comme croissance économique) était réactualisé pour y intégrer des préoccupations ayant trait à l'environnement, aux droits humains, à la diversité culturelle et à la condition des femmes. Les organisations de la société civile ont été encouragées à participer, et l'on fait par milliers, en apportant un enthousiasme inhabituel dans les processus de négociation diplomatique, en attirant la couverture par les médias et en plaidant en faveur d'engagements concrets, mesurables et ayant un calendrier précis.

Le réseau Contrôle Citoyen a été créé en 1996 pour surveiller la manière dont ces engagements étaient mis en œuvre et pour exhorter les dirigeants à mieux faire, au besoin. Des rapports tels que celui-ci ont été publiés par Contrôle Citoyen tous les ans depuis lors, en suivant des indicateurs, en les résumant dans des tableaux et, ce qui est encore plus important, en relayant les constatations et les préoccupations de groupes de citoyens qui rendent compte de leurs réalités quotidiennes chez eux.

Chaque rapport pays est produit par des coalitions autonomes de citoyens et est le résultat de nombreuses semaines de recherche, de consultations et de débat. Les auteurs viennent d'horizons divers. Certains sont engagés dans la défense des droits humains, alors que d'autres organisent les pauvres au niveau communautaire. Certains travaillent pour des syndicats qui représentent des milliers de travailleurs, alors que d'autres se concentrent sur les questions de genre.

Ce que les statistiques globales et les rapports nationaux montrent dans le Rapport de Contrôle Citoyen 2003, c'est que les promesses de développement n'ont pas été tenues. Ces engagements ont été pris dans un monde en pleine croissance économique rapide qui croyait en la magie d'une « nouvelle économie » révolutionnaire où des jeunes brillants devenaient millionnaires avant d'obtenir des diplômes et où les pays espéraient sortir d'un bond de la pauvreté la plus profonde pour entrer dans le 21^{ème} siècle grâce à un flux continu de capitaux privés.

Que les promesses n'aient pas été tenues est juste une autre histoire de politiciens incapables de tenir leur parole une fois qu'ils ont été élus. Même les gouvernements sincèrement attachés à améliorer le sort de leurs populations ont été privés par l'économie globale des moyens de le faire.

La « Déclaration du Millénaire », adoptée en septembre 2000 par l'Assemblée générale des Nations-Unies, et renforcée politiquement par la présence d'un nombre sans précédent de chefs d'État, a réactualisé nombre des objectifs de développement initialement fixés (mais non remplis) pour l'année 2000 et les a reformulés pour 2015. Dans la Déclaration, les Nations-Unies ont officiellement donné leur aval à l'objectif de « réduire de moitié la pauvreté extrême » d'ici cette date.

Les cibles contenues dans ce document, appelées Objectifs de développement du Millénaire, sont légèrement moins optimistes que celles initialement fixées pour 2000,² mais il faut encore des changements substantiels dans l'environnement économique global pour les réaliser.

Troisième Conférence des Nations-Unies sur les pays les moins avancés, Bruxelles, 2001 ; Conférence mondiale contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est liée, Durban, 2001.

² Daniel Macadar, « Notes on the formulation and follow-up of the MDGs », rapport présenté à l'atelier *Monitoring Social Development : Indicators for Civil Society*, organisé par Contrôle Citoyen et le PNUD, Rio de Janeiro, Brésil, 21-22 novembre 2002.

Cinq des huit Objectifs de développement du Millénaire renvoient directement à la fourniture de services de base, dans les domaines de la santé, de l'éducation et de l'alimentation en eau. L'objectif 1 sur la pauvreté est également, dans une large mesure, lié à l'accès aux services (même si la pauvreté est à présent reconnue comme problème multidimensionnel, avec une diversité de causes internes et externes). Il était donc tout à fait logique pour Contrôle Citoyen de conclure qu'il devrait contribuer au débat international en focalisant le rapport actuel sur les services essentiels pour les pauvres.

Si tout le monde est bien d'accord que les services de base doivent être améliorés et rendus accessibles à tous, la débat sur la manière de réaliser ceci suscite de plus en plus de controverses. Les négociations sur l'accès des entreprises étrangères à la fourniture de services doivent démarrer en 2003, selon l'Accord général sur le commerce des services (AGCS), un traité de l'organisation mondiale du commerce, et la Banque mondiale est en train de préparer un rapport sur « les services pour les pauvres » qui condamne le modèle actuel de fourniture de services par les gouvernements et plaide en faveur de concessions et de sous-traitance privées.

Une telle confiance dans la capacité du marché à œuvrer en faveur des Objectifs de développement du Millénaire ne trouve pas d'appui dans ce que les coalitions de Contrôle Citoyen à travers le monde rapportent ici. Suite à leurs tentatives visant à « vaincre le marché » des CEO de renom se sont retrouvés en prison en 2002, alors que les familles qui leur faisaient confiance perdaient leur épargne retraite. Pour que les mêmes opérateurs du marché, qui ne sont soumis ni à des réglementations, ni à des restrictions, ne poussent pas les pauvres à la ruine, tant les gouvernements que les entreprises doivent être plus comptables devant les citoyens à travers le monde.

L'encre est encore fraîche sur le papier sur lequel plus de cent Chefs d'État ont reconnu que « en plus des responsabilités propres que nous devons assumer à l'égard de nos sociétés respectives, nous sommes collectivement tenus de défendre, au niveau mondial, les principes de la dignité humaine, de l'égalité et de l'équité. »³ Il est de notre devoir de ne pas les laisser oublier cette responsabilité, pour les aider à remplir leur attachement à « faire du droit au développement une réalité pour tous et à mettre l'humanité à l'abri du besoin. »⁴

Roberto Bissio
Coordinateur de Contrôle Citoyen

Montevideo, décembre 2002

³ Paragraphe 2 de la Déclaration du Millénaire.

⁴ Paragraphe 11 de la Déclaration du Millénaire.